

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 10 octobre 2011

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

SOCIETE SOVEN S.A.S.

Commune de MARMAGNE

Objet : demande d'autorisation d'exploiter société SOVEN

Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Madame le Préfet du Cher

**OBJET :** Installations classées. Demande d'autorisation d'exploiter du 17 mai 2010, complétée le 7 décembre 2010, présentée par la société SOVEN S.A.S. relative à la création d'une plate forme bois énergie sur le territoire de la commune de Marmagne destinée à alimenter les chaufferies fonctionnant à la biomasse situées dans les environs de Bourges.

**REF :** Vos transmissions du 31 mai 2010, 14 décembre 2010 et 9 mai 2011.

Par lettre du 11 mai 2010, M. DUGRIPON, agissant en qualité de directeur général de la société SOVEN S.A.S., dont le siège social est situé Le Voltaire, 1 place des Degrés - PARIS LA DEFENSE (92059), sollicite l'autorisation de créer une plate forme bois énergie sur le territoire de la commune de Marmagne destinée à alimenter les chaufferies collectives ou industrielles fonctionnant à la biomasse situées dans les environs de Bourges.

A cet effet, un premier dossier a été déposé en préfecture le 28 janvier 2010. Suite aux remarques formulées par l'inspection des installations classées par courrier adressé à l'exploitant le 22 avril 2010, un nouveau dossier a été déposé le 17 mai 2010 en préfecture.

Suite aux commentaires exprimés par l'inspection des installations classées, un dossier complété, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude des dangers, a été déposé en préfecture du Cher le 7 décembre 2010 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 4 janvier 2011.

PJ : 1 projet d'arrêté préfectoral d'autorisation  
Copie à : UT 18

.../...

## 1 OBJET DE LA DEMANDE

### 1.1 Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du Code de l'Environnement et sont classables selon les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

	Rubrique	Alinéa	AS, A ,DC, D,N C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unités du volume
Installations projetées	1532	1	A	<b>Bois sec</b> ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.	Dépôts de bois.	Volume susceptible d'être stocké	□ 20 000	m³	40 000	m³
	2260	2-a	A	<b>Broyage</b> , concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226.  Autres installations que celles visées au 1	Broyeur et cribleur bois	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	> 500	kW	600	kW
	2714	2	D	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Dépôts de déchets de bois en fin de vie	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	100 ≤ V < 1000	m³	950	m³
	1432	2	NC	<b>Liquides inflammables</b> (stockage en réservoirs manufacturés de).	Cuve de stockage fioul domestique.	Représentant une capacité équivalente totale	□ 10	m³	1,2	m³
	1434	1	NC	<b>Liquides inflammables</b> (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435) :  Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles.	Installation de distribution de fioul domestique.	Débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence	□ 1	m³/h	< 1	m³/h
	2930	1	NC	<b>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur</b> , y compris les activités de carrosserie et de tôlerie :  Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur :		Surface de l'atelier	□ 2 000	m²	< 2 000	m²

A autorisation  
D déclaration  
C soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du Code de l'Environnement  
NC non classable

### 2.1 Description de l'établissement

La société SOVEN souhaite créer une plate forme bois énergie sur la commune de Marmagne au lieu-dit « Petit Cors ». Il s'agit ainsi de préparer et stocker du bois destiné à l'alimentation des chaufferies utilisant la biomasse comme combustible.

Le site est prévu sur une surface de 3 hectares, à environ 4km à l'ouest de Bourges.  
Il est implanté sur les parcelles cadastrées n° 414, 416 et 418 section D.

Les abords immédiats sont constitués par :

- une installation de compostage de déchets verts, elle-même installation classée, en limite de parcelle,
- des surfaces agricoles à proximité,
- d'une zone boisée à 250 mètres,
- d'un chemin privé permettant l'accès au site.

Le projet est implanté sur des espaces actuellement agricoles. Les premières habitations sont situées à 1km.

Un plan de situation localisant le projet est annexé au présent rapport.

### **1.3 Présentation de la demande**

La société SOVEN sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement permettant le stockage et la transformation par broyage et criblage de bois et de dérivés non traités en combustible biomasse pour alimenter des chaufferies collectives ou industrielles implantées dans les environs de Bourges.

L'installation est conçue pour pouvoir réceptionner jusqu'à 60.000 tonnes par an de bois.

Ces bois non traités proviennent d'entreprises de la région Centre et des régions limitrophes. Les apports de déchèteries et de particuliers sont exclus.

Il s'agit de : broyats de bois forestiers et d'élagage, refus de criblage, écorces, sciures, copeaux, chutes de tronçonnage ou de fabrication, broyats de palettes et de meubles.

Le site est composé de :

- 13 zones de 800 m<sup>2</sup> de stockage en extérieur de bois bruts entrants, où ils sont séchés et de bois préparés ; le stockage est réalisé sur une hauteur maximale de 6 mètres,
- d'une installation de broyage mobile équipée d'un broyeur à couteaux d'une puissance de 600 kW et d'un crible d'une puissance de 50 kW,
- d'un bâtiment abritant 3 bureaux,
- d'une plate-forme extérieure de maintenance des camions,
- d'une cuve aérienne en acier double parois d'une capacité de 6.000 litres pour le stockage de gazole non routier, installée sur une rétention et couverte, à laquelle sont associées une aire de dépôtage étanche et une installation de distribution,
- d'un pont-bascule pour la pesée des véhicules entrants,
- d'un bassin de rétention des eaux pluviales d'une capacité de 800 m<sup>3</sup>,
- d'un bassin de réserve d'eau incendie d'une capacité de 360 m<sup>3</sup>,
- de 19.400 m<sup>2</sup> d'aires de circulation.

Sur les 3 hectares, 2,6 sont imperméabilisés.

Au total, 4 personnes travaillent sur le site : 1 responsable, 2 conducteurs d'engins et 1 agent administratif.

### **1.4 Cadre administratif de l'instruction**

Compte tenu de la création d'activités relevant de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter devait être déposé en préfecture, suivi d'une enquête publique, conformément aux dispositions des articles R 512-2 et suivants du Code de l'Environnement.

## **2 PROCEDURE D'INSTRUCTION**

### **2.1 Avis de l'autorité environnementale**

Le préfet de région en tant qu'autorité environnementale a émis le 19 janvier 2011 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Il a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, que les impacts sont bien identifiés et correctement traités et que le dossier présente de manière détaillée les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet.

## **2.2 Diagnostic archéologique**

La mise en oeuvre d'un diagnostic archéologique, préalablement à la réalisation du projet, a été prescrite par arrêté du préfet de région Centre du 7 avril 2011.

Elle a été motivée par le fait que le projet est localisé dans un secteur sensible autour de Bourges où sont reconnus des ensembles funéraires protohistoriques et une occupation dense du territoire à la période antique.

Le diagnostic a été réalisé entre le 23 et le 27 mai 2011. A la suite, le Service Régional de l'Archéologie n'a pas émis de prescription particulière.

## **2.3 Enquête publique**

L'arrêté préfectoral n°2011-1-133 du 7 février 2011 a prescrit une enquête publique qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 31 mars 2011 inclus dans les communes de Marmagne, Morthomiers, Sainte-Thorette, et Villeneuve Sur Cher.

Plusieurs remarques ont été déposées par un habitant sur le registre d'enquête ouvert dans la commune de Marmagne. Il mentionne que selon lui le projet est en contradiction avec les dispositions du Grenelle de l'Environnement et avec celles de la « Charte agriculture, urbanisme et territoires », que ce type d'installation est extrêmement bruyant et qu'il est nécessaire de réaliser des mesures de bruit avant la mise en activité, que le broyeur doit être insonorisé et que ce projet industriel en zone agricole laisse à penser que le secteur va se développer dans l'avenir ce qui est préoccupant.

Par procès-verbal d'enquête du 7 avril 2011, le commissaire enquêteur a communiqué les observations au pétitionnaire. Ce dernier a indiqué dans son mémoire les éléments de réponse suivants :

- le projet de plate-forme bois-énergie permet d'approvisionner les chaufferies à bois avoisinantes et favorise le développement de chaleur d'origine renouvelable ; il est en adéquation avec le Grenelle de l'Environnement,
- le projet n'est pas en contradiction avec la Charte agriculture, urbanisme et territoires car il correspond à la qualification de l'activité agricole donnée par le Code Rural,
- l'étude acoustique réalisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation montre que le fonctionnement des installations se fera dans le respect des seuils réglementaires ; de plus des mesures de réduction des nuisances sonores, d'ordre organisationnel et technologique, sont prévues,
- la volonté de développer ou non les activités dans ce secteur relève du choix de la municipalité, pas de celle de l'exploitant.

## **2.4 Avis du commissaire enquêteur**

Dans son rapport du 30 avril 2011, le commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la Société SOVEN S.A.S. et recommande à titre conservatoire que des mesures acoustiques soient effectuées préalablement à l'exploitation au lieu-dit « Le grand Cors », puis de nouveau en cours d'exploitation afin de valider le modèle acoustique exposé dans le dossier.

## **2.5 Avis des conseils municipaux**

Lors de sa délibération du 31 mars 2011, le conseil municipal de la commune de Marmagne a émis un avis favorable à la demande de la société SOVEN S.A.S., sous réserve qu'elle porte une attention particulière au bruit généré par l'exploitation.

Les délibérations des communes de Morthomiers, Sainte-Thorette, et Villeneuve Sur Cher n'ont pas été communiquées.

## **2.6 Avis des services consultés**

### **2.6.1 Avis de la Direction Départemental des Territoires**

Par courriers du 22 mars et du 24 juin 2011, la Direction Départementale des Territoires a émis un avis favorable sur le projet, en formulant des observations sur les points suivants :

- il conviendrait que le carrefour de la RD 23 et de la voie communale d'accès au site soit réaménagé en raison de l'augmentation du trafic poids lourds (le service Gestion de la Route du Conseil Général du Cher, qui a été consulté, préconise la réalisation de travaux dans le cadre d'une convention incluant une participation financière de l'exploitant) ; que le calibrage de la voie communale permette le croisement de 2 véhicules de ce type et qu'une règle de priorité en sortie du chemin privé soit prévue ; qu'une autorisation préalable de transport exceptionnel de marchandises soit obtenue en cas d'utilisation d'ensembles routiers de 60 tonnes,
- l'avis du service public d'assainissement non collectif est à recueillir sur le dispositif prévu pour traiter les eaux usées domestiques ; il est nécessaire de savoir si le dimensionnement du fossé recueillant les rejets des eaux pluviales, mais aussi des eaux de drainage, est suffisant pour ne pas perturber le bon fonctionnement du drainage ; l'accord du propriétaire du fossé est à recueillir.

#### **2.6.2 Avis de la Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé**

Par courrier du 9 juin 2006, la Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé a émis un avis favorable à la demande présentée par la société SOVEN S.A.S.

#### **2.6.3 Avis de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi**

Par message électronique du 17 mars 2011, l'Unité Territoriale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi n'a émis aucune objection à l'encontre du projet.

#### **2.6.4 Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité**

Par courrier du 9 mars 2011, l'Institut National de l'Origine et la Qualité n'a émis aucune objection à l'encontre du projet.

#### **2.6.5 Avis du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine**

Par courrier du 9 mars 2011, le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine a émis un avis favorable sur le projet.

#### **2.6.6 Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours**

Par courrier du 6 juin 2011, le Service Départemental d'Incendie et de Secours a émis un avis favorable sur le projet, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- la réserve d'eau incendie devra être accessible, signalée et utilisable en toute saison,
- le bâtiment et les installations techniques devront être dotées d'un organe de coupure électrique d'urgence, facile à atteindre par les sapeurs-pompiers depuis l'extérieur et parfaitement identifié,
- un plan schématique sera apposé à chaque entrée du bâtiment, conforme aux normes, sous forme de pancarte inaltérable, destiné à faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.

### **2.7 Réponse apportée par le pétitionnaire**

Les avis des services consultés ont été communiqués à l'industriel par courriers du 9 mai et du 5 juillet 2011.

Par courriers du 30 mai et du 26 juillet 2011, l'exploitant a formulé les réponses suivantes aux observations émises :

#### **2.7.1 Pour la Direction Départemental des Territoires :**

L'exploitant a précisé que :

- Le trafic maximal lié à l'établissement sera de 25 poids lourds par jour en période hivernale quand la demande de chauffage est la plus élevée. Le trafic sera fortement réduit entre mai et septembre (entre 5 et 10 poids lourds). Les installations voisines de compostage de déchets verts ont une activité saisonnière inversée avec un forte sollicitation en dehors de l'hiver. Le trafic qu'elles génèrent peut être estimé à 20 poids lourds par jour en été. Ainsi, du fait de la saisonnalité de flux complémentaires des

activités des deux établissements, le projet ne provoquera pas d'augmentation significative du trafic journalier local remettant en cause les aménagements de voirie et d'accès existants,

- les dispositions réglementaires en matière de transport routier s'imposent aux sociétés de transport prestataires. Le décret du 30 avril 2003 relatif au transport de bois rond autorise des convois de 57 tonnes sur la route. Il ne semble donc pas nécessaire d'obtenir une autorisation de transport exceptionnel de marchandises,
- l'avis du service public d'assainissement non collectif (Bourges Plus) a été recueilli sur le dispositif prévu pour traiter les eaux usées domestiques. Il n'a pas émis d'objection sur la délivrance du permis de construire,
- le fossé a bien été dimensionné pour recevoir le surplus d'eaux pluviales à évacuer sans incidence négative sur le bon fonctionnement du drainage.

#### **2.7.2 Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours**

Dans sa réponse, l'exploitant a indiqué que :

- les moyens de lutte contre l'incendie seront réalisés conformément au dossier déposé et comprendront : un bassin de réserve d'eau de 360 m<sup>3</sup> et deux aires d'aspiration pour les engins des sapeurs-pompiers,
- le bâtiment administratif sera équipé d'une coupure électrique d'urgence, de signalisation et de plans schématiques aux accès à destination des pompiers,
- le broyeur utilisé sera thermique ; de ce fait, il n'y aura pas d'installation électrique sur la plate-forme de stockage.

### **3 MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

En raison des activités de l'établissement, l'enjeu principal se situe au niveau de la maîtrise des risques d'incendie liés à la présence des stockages de bois.

#### **3.1 Impacts sur l'environnement**

Les impacts prévisibles de l'installation et les mesures envisagées pour les limiter sont les suivants :

##### **3.1.1 Impact sur la faune et les paysages**

La création du site entraîne la suppression d'une zone de déplacement de la faune.

La haie bocagère existante à l'ouest assure une continuité biologique entre la forêt et la zone boisée pour les ongulés (chevreuils et sangliers).

Elle sera protégée pendant la phase chantier et préservée ensuite.

Une haie en essences locales exploitable par la faune, sera implantée au nord du site pour renforcer les structures paysagères. Une bande enherbée sera mise en place, en séparation avec le site voisin.

##### **3.1.2 Impact sur l'eau**

###### **Besoins en eau**

Le site est alimenté en eau potable par le réseau public d'adduction d'eau de la commune de Marmagne.

Les besoins en eau sont estimés à 200 m<sup>3</sup>/an pour les sanitaires.

###### **Eaux pluviales**

Les eaux pluviales de ruissellement sur les aires de stockage du bois non traité contiennent des matières en suspension.

Les eaux pluviales de ruissellement sur l'aire de distribution de gazole et du pont bascule peuvent contenir des hydrocarbures.

Toutes ces eaux sont collectées et dirigées vers un dispositif de traitement comprenant une fosse de décantation, un bassin de rétention de 800 m<sup>3</sup> et un séparateur à hydrocarbures.

Les eaux pluviales provenant des toitures, alimentent la réserve d'eau d'extinction incendie. Par surverse, elles rejoignent les eaux de ruissellement et subissent le même traitement.

Le bassin de rétention sert d'écrouissage du rejet des rejets d'eaux pluviales. Il a un débit de fuite adapté à la surface du bassin versant.

Toutes les eaux pluviales sont rejetées en un point unique dans un fossé et infiltrées superficiellement dans les terres agraires à proximité. Le surplus non absorbé par les terres agricoles se rejette dans un cours d'eau intermittent qui rejoint le Rio de Cors situé à 1,5 km du site à hauteur de l'A71.

#### Eaux usées domestiques

Les eaux usées issues des sanitaires sont traitées dans une fosse toutes eaux couplée à un filtre à sable vertical drainant. Elles transitent par le réseau de collecte et le bassin de rétention, puis sont ensuite rejetées vers le milieu naturel.

#### Eaux industrielles

Les activités ne génèrent aucun rejet d'eaux industrielles.

#### Eaux d'extinction incendie

En cas d'incendie, les eaux d'extinction qui peuvent être polluées sont collectées dans le réseau des eaux pluviales. Elles sont dirigées vers le bassin de rétention des eaux pluviales, muni d'un système de relevage et d'obturation. Ce bassin a été dimensionné pour pouvoir stocker les eaux d'un incendie.

### *3.1.3 Impact sur l'air*

Les activités ne génèrent aucun rejet canalisé à l'atmosphère.

Les émissions atmosphériques de particules proviennent :

- de l'envol des produits (bois) en stock et de poussières fines lors des phases de déchargement/chargement,
- du broyage et criblage du bois,
- du mouvement des engins et camions de transport.

Ces émissions restent faibles, notamment du fait que le bois a un taux d'humidité de 35 à 40 %. De plus, le broyage des bois est effectué essentiellement en dehors des périodes de vent fort.

### *3.1.4 Bruit et vibrations*

Les sources de bruit principales sont les installations de broyage et de criblage, ainsi que la circulation d'engins et de poids lourds.

Le broyage se fera avec un broyeur à couteaux capoté qui est moins bruyant qu'un broyeur à marteaux. Par ailleurs, il ne fonctionne que 5 jours par mois. Il est installé à 30 mètres des limites de propriété et à proximité des zones de stockage de bois qui joueront en rôle d'écran acoustique.

On peut souligner que les premières habitations sont situées à 1 km et qu'il n'y aura pas d'activité la nuit ni le samedi et le dimanche.

### *3.1.5 Gestion des déchets*

Les principaux déchets générés par les activités sont essentiellement :

- des déchets banals non dangereux : papiers, cartons, ordures ménagères, refus de bois, métaux,
- des déchets dangereux : chiffons souillés, filtres, gants, huiles moteurs usagées, liquides de refroidissement,
- des boues de curage du dispositif de décantation des eaux pluviales et du séparateur à hydrocarbures.

Les quantités de déchets prévisionnelles totales sont de quelques tonnes par an, excepté pour les refus de bois qui sont estimés à 300 tonnes environ.

Les déchets dangereux sont conditionnés en fûts et stockés en conteneurs étanches. L'ensemble des déchets est éliminé suivant les filières autorisées.

### 3.1.6 Transports

Le trafic quotidien lié à l'établissement varie entre 18 et 25 poids lourds en période de chauffe, soit 3 % maximum du trafic PL et 0,3 % du trafic total des RD 23 et RD 160 empreintées pour accéder au site et situées à 2 km environ. De mai à septembre, le trafic varie entre 5 et 10 poids lourds par jour.

Pour les véhicules légers, le trafic est de 4 véhicules par jour. L'impact sur le trafic local est donc minime.

### 3.1.7 Conditions de remise en état du site

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit mettre en place les mesures nécessaires pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- le démantèlement des équipements fixes et mobiles,
- l'évacuation ou l'élimination des produits et déchets dangereux présents sur le site,
- la dépollution éventuelle des sols,
- l'intégration du site dans son environnement,
- l'interdiction ou la limitation d'accès au site.

Après avoir été consultés, le propriétaire du terrain et M. le maire de Marmagne ont donné leur accord sur l'usage futur du site en cas d'arrêt des activités de la société SOVEN : usage réservé aux activités agricoles ou à une activité nécessaire à un service public ou d'intérêt collectif selon le règlement de la zone A du PLU en vigueur au dépôt de la demande d'autorisation d'exploiter.

### 3.1.8 Impact sur la santé

L'étude d'impact sanitaire figurant dans le dossier montre que les risques chroniques dus à l'établissement et liés aux impacts mentionnés ci-dessus sont acceptables.

### 3.1.9 Risques

L'étude des dangers incluse dans le dossier de demande d'autorisation indique que le risque principal est l'incendie des stockages de bois.

Le scénario de l'incendie d'un stockage de 800m<sup>2</sup> a été modélisé dans l'étude des dangers. Les cartographies montrent que les zones d'effets thermiques correspondant aux effets dominos sur les structures sont confinées à l'enceinte de l'établissement.

Les zones d'effet thermique correspondant aux premiers effets irréversibles pour l'homme ne sont pas confinées à l'intérieur du site. Elles impactent sur une largeur de quelques mètres une zone agricole vierge de toute construction et une bande de 10 mètres de passage libre entre le site SOVEN et l'installation de compostage de déchets verts voisine.

Au regard de la grille de criticité figurant dans le dossier, les risques liés à ce scénario restent toutefois acceptables.

Pour limiter la transmission d'un incendie d'un stockage de bois à l'autre et son extension, une distance d'éloignement de 11 mètres minimum entre eux est mise en place.

D'autres mesures de prévention du risque d'incendie existent : interdiction de fumer sur l'ensemble du site, vérification périodique des stockages, procédure de permis de feu pour les travaux d'entretien.

Une réserve d'eau de 360 m<sup>3</sup> est à disposition des pompiers pour intervenir sur un feu.

## **4 AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter une plateforme bois-énergie de la société SOVEN ainsi que les précisions apportées par le pétitionnaire suite aux avis émis lors de la consultation des services administratifs intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux risques chroniques ou accidentels prévisibles des installations.



Des mesures compensatoires sont prévues pour limiter les nuisances et les risques générés par l'installation. C'est le cas notamment en ce qui concerne les modalités d'exploitation du broyeur pour limiter les nuisances sonores (capotage, éloignement des limites de l'établissement) et les conditions de stockage de bois pour réduire le risque d'incendie et ses conséquences (fractionnement des stocks, distances d'éloignement).

L'ensemble de ces mesures est repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le pétitionnaire a prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et les impacts, et d'en maîtriser les conséquences.

## **5 CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments, des avis formulés et des réponses du demandeur, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers et de limiter les risques lors de l'exploitation des installations prévues par la société SOVEN S.A.S. sur son site d'implantation de Marmagne.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Madame le préfet du Cher d'autoriser l'activité prévue par le demandeur, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

En application de l'article R. 512-25 du code de l'environnement, le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques devra être consulté sur ce projet.

